

Fabien Roussel à la Fête de l'Humanité : VIVRE ! | Meeting en direct

55 min · Parti Communiste Français

Fabien Roussel : Débarassez du capitalisme, débarassez du poids de la finance, je vous prie mesdames et messieurs, mes chers camarades, d'accueillir le secrétaire national du Parti communiste français, candidat à l'élection présidentielle, Fabien Roussel.

Et ben, d'être ici avec vous, quel plus bel endroit pour venir parler de lutte, de paix, de liberté, d'égalité pour faire la fête tout en rêvant de bâtir un autre monde. Vous êtes plus de 500 000 à venir ici danser, chanter, lutter. A toutes et à tous, soyez les bienvenus, la fête de l'humanité n'appartient à personne d'autre que vous. Merci au journal de l'humanité, merci aux membres, aux militants du Parti communiste français qui organisent ce grand rendez-vous, merci aux bâtisseurs et aux bâtisseuses de la fête. C'est grâce à vous que l'Humain existe. Merci. Et jusqu'à dimanche soir, à toutes et à tous, soyez fraternels, soyez bienveillants les uns envers les autres, soyez solidaires avec toutes celles et ceux qui luttent, porteurs de combat pour la paix, pour la liberté, pour l'emploi, pour le kima. Jusqu'au bout restons ensemble et faisons de cette fête de l'humain un grand rendez-vous des luttes et de l'espoir. Mes chers amis, je sais que c'est la fête. Il fait beau, il y a du soleil, mais permettez-moi à ce moment de la fête quelques instants de gravité. Car jamais, jamais les Français n'ont vécu un été où on t'amène rentrer avec autant de douleurs, autant de peines, autant de difficultés. D'abord cet été, avec la canicule, ce sont 8000 morts que notre pays a malheureusement enregistrés, 8000 vies humaines. Et malheureusement, ce sont toujours les mêmes qui meurent sous les coups de chaleur ou au travail. Ces 8000 morts, ce sont des hommes, des femmes, des travailleurs, des personnes âgées, vulnérables ou éloignées des services publics abandonnés parfois à leur sort. Ne l'oublions pas, la canicule que nous avons traversée cet été, c'est aussi une violence de classe. Car ce ne sont pas les riches qui meurent de la canicule, ce ne sont pas ceux qui vivent dans des châteaux, dans des palaces climatisés ou des yachts dernier-crime. Ce sont toujours les mêmes, ce sont les plus modestes qui meurent de la chaleur, dans des appartements non climatisés, dans des quartiers, dans des villages éloignés des services publics ou en travaillant dans des conditions intenable sous la chaleur. Mes amis, ceux qui n'ont rien fait pendant des années face aux changements climatiques, qui n'ont rien fait pour isoler nos logements climatisés, nos EHPAD pour aider nos communes, malgré leurs alertes, ceux-là portent une lourde responsabilité dans cette hécatombe. À force de choisir la finance, c'est le climat qui trinque et ce sont les plus modestes qui en meurent. Et puis, après l'été, il y a cette rentrée, cette rentrée qui n'a jamais coûté aussi cher à nos concitoyens, nos concitoyennes, aux travailleurs, aux étudiants et aux familles. La hausse des factures continue. Elle s'ajoute au prix de l'électricité qui a augmenté, et coûtait bien de 50 % en 10 ans. Elle s'ajoute au prix du gaz qui lui a augmenté de 100 % en 10 ans. Et le prix des fruits et légumes depuis la guerre en Ukraine, eux, ont augmenté de 20 à 50%. En revanche, vos salaires, vos pensions de retraite, eux, n'ont pas suivi le même chemin. Le SMIC à 1420 euros net ne permet plus de vivre dignement. 10 millions de nos compatriotes, aujourd'hui, vivent sous le seuil de pauvreté. C'est 1,2 million de plus qu'en 2017. Et le coût de la vie pour un étudiant, lui, a augmenté de 35 % sur la même période. Quant aux retraités, ils le savent, ils ont perdu près de 10 % de pouvoir d'achat en 10 ans. Alors, n'en déplaise au président du MEDEF, oui, la France est bien devenue le temple des inégalités. La vallée des riches pille la France. Et ce sont les classes populaires, travailleuses, qui sont sacrifiées sur l'autel de leurs profits. Mais, mais ce qu'ils ne savent pas, c'est que la fin est proche pour tous ceux qui nous font les poches. Et nous savons que dans quelques mois, ce sera fini pour Emmanuel Macron. Et c'est tant mieux. Ce sera la délivrance.

Enfin, mais si nous savons, si nous savons que ce sera la fin pour Emmanuel Macron, et c'est tant mieux, on va tous souffler, il faut, il faut aussi que ce soit la fin pour celles et ceux qui continuent de nous faire les poches aujourd'hui, comme M. Pouyanné, le PDG de Total. Et je peux vous dire que si nous gagnons les élections, nous mettrons fin à son chantage et aux raquettes de nos concitoyens. Et d'ailleurs, M. Pouyanné, le PDG de Total, comme le PDG du groupe Ruby, je vous le dis parce que ce groupe n'est pas connu, mais le groupe Ruby, c'est l'équivalent de Total qui a le monopole de la distribution de l'essence en Corse. Et je salue mes amis corse qui sont là, et je pense à eux aussi, parce qu'en Corse, comme dans les pays d'outre-mer, la vie chère, elle saigne, et le prix de l'essence aussi, c'est les poches de nos amis, de nos frères qui vivent là-bas. Alors ceux-là, M. Pouyanné, comme le PDG de Rugby, je leur dis que quand nous gagnerons les élections, parce que l'objectif c'est de les gagner, j'y reviendrai, nous mettrons fin à son chantage. Il devra rendre des comptes et nous lui appliquerons la même chose que la France a appliqué à Renault en 1945 au lendemain de la guerre. Ce sera la nationalisation sanction, parce que les profits faits sur la guerre doivent être rendus illicites. Et il faudra se poser la question, comment un tel groupe a pu gagner autant d'argent sur le dos de la guerre, et comment un tel patron, pendant que nous nous saignons les veines, continue de gagner 10 millions d'euros par an. C'est honteux ! Honteux ! Mais le problème, mais le problème... Mais le problème, le problème, c'est que pour l'instant, M. Pouyanné, comme les autres, ils sont protégés par ce gouvernement et ce président tant qu'il est là. Et c'est pour ça. C'est pour ça que je me présente devant vous aujourd'hui à cette fête de l'Humain pour lancer un appel. Je ne souhaite pas que l'on attende les élections présidentielles pour que ça change. Je vous propose de passer à l'action maintenant. Je vous propose de faire la révolution maintenant dans la rue, avant les urnes, parce que c'est maintenant que l'on souffle et c'est maintenant que l'on doit agir. Mes amis, avant l'élection présidentielle, invitons nos concitoyens, nos concitoyennes à se battre et battons-nous ensemble pour exiger maintenant, exiger de mettre la fin à ce racket, pour exiger la baisse des taxes sur l'essence, la confiscation des profits de Total, et pour exiger enfin les hausses de salaires et des pensions que nous demandons depuis tant de temps. Cette crise du capitalisme, elle pousse ces grands groupes à exercer une pression énorme sur les travailleuses et les travailleurs. D'ailleurs, c'est à se demander pourquoi ils nous prennent. Et ce que je me dis, comme vous, et c'est comme ça que je l'ai entendu, c'est qu'ils nous prennent toujours pour des moutons. Ils nous tondent tous les jours un peu plus. Et bien, moi, je vous propose une chose, c'est que la tonte, elle change de camp. Et c'est eux que nous allons tondre, nous, maintenant. Il faut que la tonte, elle change de camp. Il faut qu'eux passent à la caisse. Et c'est pour ça que je vous propose de nous unir dans la rue, avant les urnes, maintenant. J'appelle les travailleurs, les travailleuses, nos concitoyens, nos concitoyennes à redresser la tête, à s'unir, à ne pas rester seul chez soi, à ronger son frein devant la télévision ou en faisant son plein. Je vous appelle toutes et tous à marcher comme un seul peuple contre ces oligarques qui nous privent de notre dignité, de nos richesses, de notre pouvoir de vivre heureux et ensemble. Je vous propose tout simplement, comme nous avons déjà su le faire dans notre histoire, de sortir de nos usines, de nos entreprises, de nos quartiers, de nous unir. Et comme nous l'avons fait il y a quelques années, d'envahir les ronds-points, de nous rassembler devant les sous-préfectures, devant le siège de Total, devant les lieux de pouvoir comme l'Elysée, Matignon, les ministères, il faut les occuper, maintenant. C'est maintenant qu'il faut agir. Ne nous laissons pas tomber jusqu'aux élections présidentielles. Et d'ailleurs, souvenez-vous, pour toutes celles et ceux qui ont manifesté pendant les Gilets jaunes en 2018, il avait fallu beaucoup moins que ça une hausse de la CSG, une taxe carbone sur les prix de l'essence qui étaient d'ailleurs inférieurs à ceux que nous vivons aujourd'hui, pour que les Françaises et les Français échangent leur colère entre eux, décident de se mobiliser et choisissent d'occuper les ronds-points pendant des semaines. Alors, de la même manière, mobilisons-nous ensemble. Ne regardons pas la couleur de la chasuble, qu'elle soit jaune, rouge, bleu ou orange. Unissons-nous, mobilisons-nous et commençons dès le 15 septembre prochain aux côtés des

énergéticiens, puis d'après avec ceux de la Santé, de la fonction publique et auprès de nos pompiers, indispensables comme tous les autres métiers. J'invite nos concitoyennes et nos concitoyens à participer à tous ces rassemblements, à tous ces rassemblements citoyens qui s'organiseront dans les semaines qui viennent. Je vous invite d'aller à leur rencontre avec bienveillance, avec le seul objectif que nous soyons nombreux de créer un rapport de force, de faire cette jonction, cette convergence entre les forces syndicales, politiques et le monde du travail. C'est l'union et c'est l'unité qui nous fera gagner. Je vous demande aussi de bien mesurer ce qu'il y a en face de nous. Ne sous-estimons pas la force de celles et ceux qui ont le pouvoir aujourd'hui. Ils ne sont pas nombreux, mais ils occupent les lieux de pouvoir. Ils sont dans les ministères, ils dirigent les grandes banques, les conseils d'administration des grands groupes et aussi les médias, sauf l'humanité la Marseillaise. Heureusement. Heureusement. Et comme ils dirigent tout, et comme ils dirigent tout, ils vont nous expliquer, bien sûr, si nous nous mobilisons, ils vont nous expliquer que nous sommes des irresponsables, que nous sommes dangereux, que nous prenons la France en otage, que nous jetons de l'huile sur le feu, que la France et son économie n'ont pas besoin de cela en ce moment. Et bien qu'ils comprennent une chose, c'est que nous n'en pouvons plus. Nous sommes en colère et nous allons nous battre. Mes amis, marchons, marchons d'un pas uni et ferme et déterminé pour obtenir enfin gain de cause, qu'ils comprennent une chose. Nous n'en pouvons plus. Les mamans en temps partiel ne savent plus nourrir leurs enfants. Les femmes retraitées que je croise avec 900 euros de pension après une vie de labeur ne savent plus payer leur loyer. Les étudiants font la queue dans les permanences du secours populaire français et dans les pays d'outre-mer. La vie chère touche encore plus fort les populations qui s'y emmettent en métropole et nous devons être avec eux pour mener ce combat pour le pouvoir d'achat. Oui, le peuple de France souffre. Alors nous devons résister à leur propagande, à leurs mensonges, à leurs provocations et leur montrer que nous sommes plus forts qu'eux. Ils sont peut-être nombreux. Ils ont le pouvoir, mais nous, nous sommes encore plus nombreux et nous allons leur prendre le pouvoir. Et puis, comme un petit clin d'œil, et comme je disais qu'il nous faut être le plus unis possible dans cette période pour créer ce rapport de force face à eux, bien sûr, je pense à l'élection présidentielle, comme vous, et à tous ceux qui me parlent d'union pour cette élection présidentielle. Je vous réponds cela. C'est maintenant que nous devons appeler à la seule union qui vaille, c'est celle du peuple de France pour être fort, pour construire le rapport de force dans la lutte, pour obtenir des mesures concrètes maintenant au moment où il parle du budget, au moment où des décisions doivent être prises à l'Assemblée, au Sénat. C'est maintenant qu'il faut peser sur les choix de la France pour les salaires et contre la vie chère. Et c'est parce que nous serons unis dans les luttes, c'est parce que nous pouvons gagner par la lutte que nous gagnerons dans les élections demain. C'est comme cela. que nous pourrons construire la victoire. Mais la bataille va être rude, évidemment. Il va falloir résister, s'unir, se rassembler, comme je viens d'appeler à le faire, pour faire prendre conscience au monde du travail, à chaque salarié, à chacune et chacun d'entre nous, leur faire prendre conscience qu'unis nous sommes une force et que nous avons des intérêts de classe à défendre ensemble face à la classe des riches qui, aujourd'hui, détient les pouvoirs. C'est cette prise de conscience-là qu'il faut faire grandir avant pour gagner ensuite les élections. Parce que le combat que nous menons, c'est celui du travail contre le capital. C'est celui des travailleuses et des travailleurs, du monde ouvrier et de la jeunesse face à l'oligarchie des riches, des détenteurs de capitaux, qu'ils soient français ou étrangers, qui nous étranglent par la dette, l'exploitation, tout en siphonnant notre argent, celui de notre travail, comme celui de nos impôts qu'ils détournent. Le déclin de la France, c'est celui d'une élite française corrompue, vendue à des capitaux étrangers, ayant signé tous les traités internationaux permettant de dépecer notre pays, délocaliser nos usines, organisant une concurrence féroce des travailleurs entre eux et faisant même de l'étranger le bouc émissaire de tous nos problèmes. Ce n'est pas à cause des étrangers et des immigrés que les usines d'ArcelorMittal sont menacées, que Fibre Excellence est menacée, que les fibres que les

salariés des Fondries de Bretagne ou de Val d'Hune sont menacées. C'est à cause du capital, c'est à cause d'actionnaires qui décident de fermer ces usines et de les décoller et de les délocaliser. Et ces mêmes financiers, ces mêmes actionnaires, on les voit pleurer dans les médias parce qu'ils paieraient plus d'impôts, alors que dans la réalité, ils en paient moins que nous parce qu'eux, ils placent leur richesse dans les paradis fiscaux. Et le pire, attendez avant de siffler, attendez, le pire, c'est même, non seulement ils placent leur argent dans les paradis fiscaux, mais en plus de ça, quand ils se font prendre par le fisc, qui a peu de moyens pour mener ce combat, quand ils se font prendre, Emmanuel Macron a réussi à faire passer une loi pour qu'ils puissent négocier leur amende et ne pas passer par la case prison. C'est honteux, c'est un privilège de classe que nous devons abolir définitivement. Et moi, je promets une chose, je promets une chose, c'est que ceux qui poignent de la République tous les jours en délocalisant nos richesses dans les paradis fiscaux auront droit à un éventail de sanctions sévères. Nous dépénaliserons la fraude fiscale. Ils passeront ou par la case prison, ou la déchéance des travaux, la déchéance des droits civiques, ou ils feront des travaux d'intérêt général. Voilà ce que nous leur proposons. Et c'est pour cela, vous voyez, nous avons les moyens de résister. Nous avons les moyens de reprendre le pouvoir. Nous avons les moyens de porter une grande ambition pour notre pays, celle de bâtir une belle et grande République, une belle et grande France, de retrouver une France qui produit, qui crée, qui innove, qui protège son peuple, qui chouchoute ses aînés, qui promet le meilleur pour ses enfants, pour sa jeunesse. Redressons la tête, soyons fiers, debout de tout ce que nous sommes capables de faire, grâce à notre force de travail et de création, grâce à notre jeunesse, grâce à nos chercheurs, grâce à nos atouts exceptionnels. Et ne cédon pas au déclinisme ambiant. Nous pouvons porter cette grande ambition de redevenir une grande nation, de redevenir une grande nation agricole, une grande nation industrielle, une grande nation en matière de santé et d'éducation. Mes amis, portons tout simplement l'ambition de rebâtir un pays, une République qui, tout simplement, s'occupe de son peuple et le protège en l'aimant. Car nous voulons vivre et vivre heureux, vivre ensemble, vivre de notre travail, vivre pendant nos études, vivre après une vie au travail, et vivre en paix. Nous voulons vivre tout simplement en République et à égalité, celles et ceux qui nous écoutent et qui nous regardent actuellement. Je leur pose la question que chacun, chacune, devra se poser au moment de cette élection. Qui décide dans notre pays ? Qui a le pouvoir ? Qui décide s'il faut faire des économies dans nos écoles ou plutôt les soutenir ? Qui décide s'il faut taxer les travailleurs ou taxer les plus riches ? On peut le poser comme ça. Qui décide s'il faut pénaliser les retraités ? Pareil, c'est à l'ordre du jour. Ou faire cotiser les dividendes comme nous le proposons ? En fait, quand on pose la question, on trouve la réponse. C'est la finance qui décide de tout. Oui, ils ne sont pas nombreux, mais ils tiennent tout, y compris pour nous dire et nous expliquer à longueur d'antenne dès qu'on ouvre le poste pour nous dire qu'il n'y a plus d'argent. Ils sont capables de nous dire aujourd'hui qu'il n'y a plus d'argent dans le pays. En 10 ans, depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, il y a eu près de 1000 milliards d'euros de fraude et d'évasion fiscale. Il y a eu 760 milliards d'euros de dividendes distribués aux actionnaires du CAC 40. Il y a eu 500 milliards d'euros de cadeaux fiscaux, rien qu'avec les impôts supprimés ou baissés pour les riches depuis 2017. Et après, ils osent nous dire que les caisses de l'État sont vides. Mais c'est normal. Ils l'ont pillé la caisse, ils l'ont cramé. Et pendant ce temps-là, leur fortune, elle a doublé. Notre pays n'a jamais compté autant de milliardaires, y compris dans ces gouvernements. Alors, je vous le dis clairement, et je sais qu'ici, nous sommes comme ça, nous ne verserons pas de larmes de crocodiles sur leur sort. Nous sommes clairs, nous annonçons la couleur d'entraide-jeu. Oui, nous rétablirons l'impôt de solidarité sur la fortune. Oui, nous mettrons des cotisations sur les revenus financiers et sur les dividendes pour financer la sécurité sociale et notre système de retraite par répartition. Nous taxerons les héritages des plus riches et nous exonérerons les héritages des classes populaires. Nous exonérerons les héritages en dessous de 2 000 euros. Je suis pour un héritage populaire et solidaire. Et les riches, eux, ils passeront à la caisse. Nous irons prendre l'argent là où il est pour le

mettre au service du développement humain, au service de tous, au service de la planète et du climat. Mais bien sûr, dans les débats qui s'amorcent et grâce à la campagne que nous menons tous à gauche, ça commence à se voir qu'ils ont tapé dans la caisse. Alors, comme ça commence à se voir qu'ils ont tapé dans la caisse, qu'ils ont gagné beaucoup d'argent. Ils ont trouvé un truc formidable pour continuer à nous faire les poches et à nous faire taire. Et vous le connaissez, ce truc, c'est la dette. La dette dont ils nous parlent tous les jours. La dette, d'abord, si elle a augmenté de plus de 1 000 milliards d'euros, c'est d'abord la faute de ceux qui gèrent la France depuis plus de 10 ans. Si la dette est aussi hausse, c'est de la faute à Macron. Et c'est lui qui est responsable de cette situation. Et c'est pour cela que nous sommes ici. que nous ne voulons ni de lui, ni d'Edouard Philippe, ni d'Atal, ni de tous ceux qui à droite ont participé à ces gouvernements. Ils sont incapables de gérer la France. Et la dette, elle est encore utilisée comme un grelot pour nous annoncer toujours plus de sang, toujours plus de larmes et toujours pour les mêmes. Moi, je vais vous donner un chiffre qui sort de l'INSEE. Depuis que la France ne peut plus se financer elle-même comme avant avec la Banque de France, depuis 1979 exactement, depuis que la France s'endette auprès des banques et que ce sont des banques privées qui prêtent à la France, depuis cette date, notre pays, nous, nous avons payé exactement 1350 milliards d'euros d'intérêt bancaire aux banques. Vous vous rendez compte, sur une dette de plus de 3000 milliards, c'est près de la moitié que nous avons payé en intérêt bancaire. Voilà la politique d'usurier qu'ils nous ont imposé. La dette, en fait, c'est devenu une énorme machine pour faire taire les peuples, mais surtout pour enrichir les actionnaires de ces banques et que nous connaissons par cœur. C'est pour ça que je vous donne les chiffres et je vais vous dire qui perçoit ces intérêts bancaires que nous payons tous les ans. Ces banques, ce sont des banques françaises qui ont pignon sur rue. C'est là où vous déposez votre argent. C'est la BNP, c'est la Société Générale, c'est le Crédit Agricole, c'est Natixis. Ce sont les mêmes qui dénoncent la dette à la télévision et qui le soirent contre l'argent qu'ils gagnent par les intérêts bancaires que la France doit payer. C'est pour ça que je vous dis ici que nous mettons à l'ordre du jour l'impérieuse nécessité de nationaliser une grande banque pour reprendre la main sur notre économie et sur notre capacité à financer notre économie. Oui, nous voulons construire un grand pôle public bancaire pour financer nos besoins, nos investissements, nos collectivités en prêtant à taux bonifié, à taux zéro, voire négatif, sur la base de critères sociaux et écologiques. Nous voulons investir, investir massivement pour la transition écologique, pour financer les grands travaux, pour l'industrie, pour l'agriculture, pour l'électrification de nos usages, pour le développement de nos services publics, pour les transports, pour répondre aux urgences sociales. Et surtout, pour mettre en place tout cela ce que nous voulons, c'est la démocratie. La démocratie d'abord, la démocratie partout. Et c'est pour cela que nous mettons à l'ordre du jour la parité sociale au Parlement comme dans nos entreprises. La parité sociale, je vais vous en dire un mot, la parité sociale que nous proposons et dont nous débatterons dans les semaines et les mois qui viennent. La parité sociale que nous proposons, c'est de faire en sorte qu'à l'Assemblée et au Sénat, au Parlement, il y ait autant d'ouvriers, d'employés et moins d'avocats, de fiscalistes et de financiers. Nous voulons un Parlement qui ressemble à la France et qui ressemble au peuple de France. Les assemblées monopolisées par la bourgeoisie, ça doit être terminé. Tous les partis seront tenus de présenter 50 % d'ouvriers d'employés aux élections législatives et la démocratie s'en portera mieux. Mais ce n'est pas tout. Nous voulons la démocratie aussi, je veux dire même surtout, dans nos entreprises, dans les grands groupes, dans nos usines. Nous voulons nous réapproprier notre outil de production, ça doit parler à quelques-uns et à quelques marxistes. En fait, ce que nous voulons avec la parité sociale dans les entreprises, c'est que là aussi, dans les conseils d'administration, il y ait autant de représentants de salariés que d'actionnaires pour pouvoir prendre les décisions qui les concernent. Comment on produit ? Pourquoi on produit ? Comment on répartit les richesses ? A quoi servent les bénéfices ? A quoi ça sert à la République et au peuple ? Voilà pourquoi on veut décider partout dans les entreprises sur les choix qui nous concernent. Et bien sûr, pour les responsables syndicaux, ça voudra dire quelque chose.

Nous abrogerons la loi travail, cette loi est digne et nous rétablirons les CHSCT et les délégués du personnel. Oui, nous voulons participer à toutes les décisions qui nous concernent. Nous voulons la justice et la réparation. Nous voulons, excusez -moi du terme, le beurre et l'argent du beurre. Comme eux l'ont fait pendant des années, c'est à notre tour maintenant. Parce que la plus grande richesse de notre pays, quand on y réfléchit, la plus grande richesse de notre pays, c'est vous. C'est le peuple et beaucoup l'ont oublié. Et quand le peuple est maltraité, humilié, insulté, méprisé, personne ne doit s'étonner qu'il se rebelle. Alors que nous sommes un peuple de bâtisseurs, un peuple de créateurs. Et c'est pour cela que je vous appelle à redresser la tête, à rester debout, à vous battre pour reconstruire le pays. Regardez ce dont la France a été capable ces dernières années, ces dernières décennies. Nous avons su construire des TGV et couvrir le territoire de train. Nous avons bâti des barrages, des hôpitaux. Nous avons créé la sécurité sociale. Nous avons maîtrisé la puissance de l'atome et donné au pays une énergie abondante et stable et à l'époque bon marché. Ce sont des chercheurs français qui ont posé les premières briques de l'Internet mondial. Nous avons même su envoyer des fusées dans l'espace. Nous avons fait décoller de Toulouse le premier Concorde. Nous avons inventé mille choses qui ont fait avancer le monde et dont nous pouvons être fiers. Nous avons obtenu par la lutte des salaires qui permettaient avant de vivre, avec des richesses qui se partageaient avec des vacances pour toutes les familles. Voilà ce que nous avons su faire avec la France des bâtisseurs et des créateurs. Et ce génie, cette force que j'appelle de mes vœux, a retrouvé. Ce sont les travailleurs et les travailleuses qui l'ont porté. Les ouvriers, les ingénieurs, les chercheurs, les paysans, les soignants, les fonctionnaires, les cheminots, les énergéticiens de notre jeunesse. C'est eux la richesse de notre pays. Oui, on décide, on travaille. C'est nous qui produisons. C'est nous qui s'est passé. Ce qui s'est passé, c'est que le capital a pris sa revanche sur les conquêtes sociales que nous avons gagnées. Le capital a laissé la course au profit de démonter nos usines, privatiser nos services publics, tirer les salaires vers le bas. Ils ont fait le choix des dividendes plutôt que celui de l'avenir. Et même sur le plan international, notre voie s'éteint. Nous étions auparavant respectés parce que nous étions indépendants. Nous sommes aujourd'hui devenus presque le 51e état américain, incapables de résister à Trump, ce président américain d'extrême droite, nationaliste, raciste et guerrier. Et le pays a reculé sur la scène internationale. Mais ce ne sont pas les Français qui ont failli. Ce sont leurs élites. Les élites ne sont pas au niveau du peuple. Cette France, c'est pour ça que nous pouvons la reconstruire. Et nous allons le faire ensemble. Nous allons rendre à chaque territoire son train, son école, son hôpital. Nous allons redevenir une grande nation industrielle produisant ici de ce dont nous avons besoin. Nous allons redevenir une grande nation agricole en prenant soin de nos agriculteurs, de nos terres comme du vivant. Nous allons être exemplaires envers toutes celles et ceux qui se trouvent aujourd'hui en situation de handicap pour faire vivre l'égalité pour chaque citoyen. Nous ne les oublierons jamais. Nous allons retrouver cette France de la culture, libre de penser, de créer, d'imaginer, de bousculer nos imaginaires sans aucune forme de discrimination et de censure parce que la culture est indispensable à la République. Nous allons être créatifs, ambitieux, sur tout. quand l'urgence de la ville exige. Mes amis, nous devons porter de grandes ambitions, être créatifs, par exemple, pour prendre des mesures fortes et inédites, pour bâtir enfin une République féministe garantissant l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, en commençant par les salaires. Une République féministe en protégeant les femmes comme nos enfants contre les violences sexuelles, en refusant que les corps des femmes soient considérés comme une marchandise. Faisons voter la loi intégrale avec tous les moyens qu'il faut pour la faire appliquer partout. Et menons ce combat pour une République féministe en refusant la marchandisation du corps des femmes, en refusant la prostitution, en refusant la GPA, car nous n'en voulons pas pour nos soeurs, pour nos filles, pour nos enfants. L'égalité est réelle. Nous voulons la faire vivre aussi en refusant toute forme de racisme et d'antisémitisme. Et sur ce sujet... Et sur ce sujet, je le dis ici, dans l'espace public, ce n'est pas le voile qui pose problème, c'est justement le racisme et l'antisémitisme qui grandit. Et c'est à ça qu'il

faut s'attaquer dans l'espace public. Et je demande justement que dans l'espace public, chaque mot, chaque geste, raciste, antisémite et homophobe soient immédiatement dénoncés et condamnés. C'est ça qu'il faut interdire partout. Et pas le voile. Ce n'est pas le voile qui ménage la République. C'est le racisme, l'antisémitisme et toute forme de discrimination. Enfin, soyons aussi créatifs et innovants et soyons la 1^{re} nation européenne à investir dans la transition écologique en planifiant enfin la sortie des énergies fossiles dans les 15 prochaines années. L'énergie doit être une bataille capitale pour notre pays. Quand d'autres font la guerre au nom de l'énergie, nous faisons de l'énergie le moyen pour garantir la prospérité pour le peuple français. Ce que je souhaite, c'est que nos jeunes, nos chercheurs, nos ingénieurs n'aient plus à s'exiler pour réussir. Ils doivent pouvoir réussir ici, chez nous, au pays, dans un pays qui croit de nouveau en son travail et à leur avenir. La France a la matière grise, elle a les bras, elle a les cerveaux, elle a le courage, elle a les savoir-faire. Il lui manque seulement l'ambition, la volonté, la confiance, et qu'on remette le travail, l'émancipation humaine, la création au cœur de tout. Le feu de ce pays n'est pas éteint. Nos élites l'ont laissé mourir. Il nous revient à nous de le rallumer. Et ce chemin, nous allons le prendre ensemble. Mes amis, mes chers camarades, j'aimerais vous dire un dernier mot. Dans cette période qui s'ouvre, beaucoup de promesses seront faites, y compris par ceux qui ont gouverné. C'est comme ça, c'est le jeu. Mais d'où qu'elles viennent, rien ne pourra se faire dans notre pays tant que la France subira les conséquences de la guerre et de l'économie de guerre. Je veux le dire clairement devant nous. Nous mettrons la question de la paix au cœur de cette campagne. Jamais la guerre ne sera le chemin pour faire aboutir la paix. Jamais, jamais, jamais. Où l'on va tirer une France qui choisira le camp de la paix et participera à toutes les coalitions internationales pour faire taire les armes, pour appeler au cessez-le-feu, pour dialoguer avec toutes les parties, qu'elles qu'elles soient, le chemin vers la paix ne passera jamais par l'escalade militaire. Jamais, c'est la diplomatie, le chemin. Et la France doit prendre cette position de manière claire. Sortons de toute forme d'ambiguïté. Le seul chemin, c'est la politique, c'est la diplomatie vers la paix. Car il n'y aura pas de progrès social, pas d'avancée dans notre pays si la France continue d'investir dans les armes, dans l'armement et de s'aligner derrière l'OTAN, d'investir dans les bombes plutôt que dans nos écoles, plutôt que dans nos hôpitaux. Nous voulons plus de sécu et moins d'obus. Nous voulons la paix pour les peuples d'Ukraine et de Russie, pour cette jeunesse qui souffle et se voit forcée de prendre les armes. Nous voulons aussi que la France s'engage pour le droit des peuples à vivre librement, libre de ses choix en toute indépendance. Et nous voulons mettre fin aux deux poids de mesure en matière de droit international. Nous voulons la liberté et l'indépendance pour le peuple palestinien, pour un Etat de Palestine aux côtés de l'Etat d'Israël. Oui, frie Palestine ! Frie Palestine ! Parce que, malheureusement, malheureusement, le génocide se poursuit, l'apartheid se renforce dans les territoires occupés. Où est la fermeté, la grandeur de la France face à cette horreur qui émeut toute la jeunesse de France ? Nous demandons que la France... Nous demandons que la France appuie l'OLP dans son combat et prenne des sanctions fermes contre le gouvernement d'extrême droite d'Israël et condamne tous ceux qui prennent les armes contre le peuple palestinien, contre ceux qui s'installent dans les territoires occupés. Et nous demandons que la France pèse de tout son poids pour la liberté du peuple palestinien et pour libérer Marouane Barghouti. Libérer Marouane Barghouti ! L'Ole de France qui sera aux côtés des peuples d'Afrique pillés de leurs ressources, martyrisés par la tête et par des conflits qui durent depuis des dizaines de... Soyons utiles, retrouvons une France qui mène ce combat sur tous les continents en faisant émerger des solutions politiques, diplomatiques, en participant au développement de ces pays. Nous voulons une France qui sera, bien sûr, aux côtés du peuple cubain, qui subit un embargo illégal et criminel de la part des Etats-Unis. Et là, je vais vous le dire, la dictature, elle n'est pas du côté de Cuba. La dictature, elle est du côté des Etats-Unis. La dictature, elle n'est pas du côté d'un peuple qui est en guerre et qui, malgré le blocus, a réussi à envoyer en France des médecins pour nous aider pendant le Covid. Merci au peuple cubain. Merci à nos camarades cubains. Et vive Cuba. Hasta la victoria,

mes chers amis. Avec ces quelques mots, j 'ai voulu vous dire ce que nous mettrons au coeur de cette rentrée, au coeur de cette campagne. La lutte, le combat, maintenant, mais aussi. Mais aussi la question du pouvoir d 'achat, du travail, des salaires, de l 'énergie, de l 'égalité et de la paix. Mais au-delà de ça, je veux vous dire, je veux vous dire que ce que nous voulons d 'abord, c 'est que le peuple de France redresse la... sa tête, mesure la force qu 'il a, qu 'il retrouve de la fierté, de l 'ambition, qu 'il se bat pour reconquérir sa dignité, pour renouer avec la prospérité, avec le bonheur, partager avec la paix qui nous est si chère. Tout cela est possible. Mes chers amis, ne laissons personne décider à notre place. Il n 'y a aucune raison d 'accepter une vie plus petite que celle que nous sommes capables de construire. Soyons prêts dès demain à aller poser cette question à tout le monde. Êtes -vous prêts à conquérir le pouvoir pour vivre mieux, pour vivre heureux tout simplement ? Et à celles et ceux qui me demandent « mais alors, et pour 2027 ? » Et pour 2027, Fabien, on fait quoi pour 2027 ? Je ne réponds qu 'une seule chose. En 2027, il faut gagner. Point bas. Il faut gagner en 2027. Il faut gagner et laisser, mettre de côté les petits épiciers, commenter les sondages et compter les candidats. Moi, ce que je vous propose dans les prochains mois de compter, ce n 'est pas les candidats, ce que je vous propose de compter, c 'est combien de portes nous allons ouvrir, combien d 'échanges nous aurons avec les uns et les autres, combien de salariés et d 'abstentionnistes nous allons convaincre, nous allons compter le nombre de luttes que nous aurons renforcées, de victoires que nous saurons obtenir. Et surtout, et surtout, comptons le nombre de Françaises et de Français à qui on va redonner l 'envie d 'agir, de transformer la société, de se battre pour le progrès, la paix, la justice sociale. Ce n 'est pas le tout de reverser la table. Il faut savoir la redresser ensemble et y mettre dessus tout ce dont nous avons besoin pour vivre, pour vivre à égalité, pour vivre en paix et pour vivre heureux. Cette campagne présidentielle, elle peut rendre à notre peuple sa fierté, sa dignité, son envie de participer, de décider. Et c 'est la plus belle des goussoles que nous, nous pouvons nous donner. Alors, mes amis, allons -y, allons -y pour une belle France populaire, fière et révolutionnaire, pour reconstruire la République, pour le peuple et pour vivre et vivre enfin. Vive la République ! Vive la France ! Vive le Parti communiste français !